

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°45 • septembre 2006

Résistons ensemble c/o CiCP, 21^{er}, rue Voltaire, 75011 Paris | Recevoir ce bulletin par Internet : resistons_ensemble@yahoo.com
Pour le recevoir par la poste : envoyer un carnet de timbre pour dix numéros. <http://resistons.lautre.net/>

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

Le paravent « sécuritaire »

Les gouvernements et les medias déchaînés nous annonçaient « le complot mondial de Londres », les avions allaient sauter en série partout, des milliers de morts en perspective. Et tout ça a pu être démasqué, mis en échec grâce aux aveux obtenus sous la torture par la police pakistanaise. Ouf ! Tout est là, le méchant islamiste ennemi de l'Occident, la torture délocalisée, sous-traitée... et l'appareil sécuritaire étatique qui arrive, Dieu merci, pour sauver le paisible citoyen occidental. Depuis, quelques semaines se sont passées, et le « complot de Londres » semble se dégonfler, une chape de plomb s'est abattue sur l'enquête. Parions que ce « complot » subira le même sort que les « armes à destruction massive » de Saddam Hussein dont l'existence justifiait l'invasion de l'Irak. Elles n'ont jamais été trouvées, c'est normal, elles n'existaient pas. Le « complot de Londres » est arrivé, et ce n'est pas un hasard, aussi à un moment particulier : la Résistance libanaise était en train d'infliger une défaite à l'armée israélienne avec toute la répercussion mondiale que cela comporte. L'hystérie sécuritaire à l'étranger, comme en France, est un arsenal sans cesse croissant de lois répressives, de mesures arbitraires contre la résistance des pauvres et opprimés. Les violences sécuritaires des gouvernements nationaux ou celles, organisées dans le cadre de l'ONU, constituent le bras armé de la « globalisation économique » qui ruine des peuples entiers. « Sécurité », « guerre préventive », « lutte contre le terrorisme » sont arme et paravent pour maintenir l'ordre social.

> Les années passent, les méthodes sont les mêmes

Août 1996, le gouvernement envoie 1500 CRS ouvrir et vider à la hache, une église occupée par des familles qui revendiquaient dans le calme leur régularisation et celle de tous les sans papiers. Enfants, pères, mères, soutiens, présents dans l'église sont matraqués, traînés, éjectés, arrêtés... Cette violence d'état s'est avérée inutile et a mobilisé de nombreux citoyens.

Août 2006, pour fêter à sa façon cet anniversaire et alimenter sa campagne électorale et sa course derrière Le Pen, Sarkozy envoie une cohorte casquée et bottée de 600 CRS, sous couvert « d'urgence humanitaire », expulser 1000 personnes et rafler au passage une quarantaine de sans papiers ; 15 personnes ont été blessées dont 2 enfants et 11 femmes, des plaintes vont être déposées ; tous sont traumatisés. N'ayant pas réussi à les disperser dans l'île de France pour casser leur lutte, la préfecture refuse toute solution transitoire proposée pour justifier ses prochaines violences.

L'objectif est toujours le même, « faire taire » ceux qui réclament leurs droits (papiers, logement, emploi...) et cultiver la peur de l'étranger pour mieux manipuler l'opinion publique.

Violences physiques, violences verbales, lois et circulaires, multiplication des fichiers sur les étrangers, sont les outils d'une même politique pour précariser au maximum les immigrés et leurs familles et permettre aux employeurs de les exploiter à moindres frais.

> SUR LE VIF À Calais, les brutalités pleuvent.

« Le summum a été atteint mercredi soir (23 août), où les policiers de trois cars de CRS ont matraqué et frappé à coups de poings et de pieds ceux qu'ils trouvaient sur leur chemin. La Commissaire départementale de la PAF de Coquelles, Mme Justo, avait déclaré au début du mois d'août que les violences pouvaient être exercées lors de l'interpellation, ainsi que l'usage du gaz. Les CRS ont dû prendre cela pour un encouragement. À la PAF de Coquelles, des brutalités ont également eu lieu, sous l'oeil placide d'un chef policier qui a laissé faire. [...] »

Mme Justo, alertée de la présence de deux témoins différents lors des matraquages du mercredi soir, est venue dès jeudi matin, 6h30, au squat pour interroger les présents et faire relever tous les noms de ceux qui avaient des documents. Les CRS ont eu des comportements style fasciste vis-à-vis des réfugiés lors des interpellations. Comportements qui ont continué à la PAF de Coquelles. »

Plus d'info sur http://lille.indymedia.org/article.php?id_article=6341

➤ CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

Jean Charles de Menzes avait tort... il habitait à côté de quelqu'un qui a été suspecté par la police londonienne suite aux attentats du 7 juillet. Le 22 juillet 2005 il a été abattu de sept balles à bout portant par les policiers d'« élite » de Scotland Yard dans le métro. Le procureur de la couronne a rendu son verdict. Il n'y a pas de « *perspective réaliste de condamnation* » pour les assassins. Manque de « *preuves suffisantes* ». Vous avez dit terrorisme d'Etat ?

« Muhittin, harcelé sur son lit d'hôpital » Clichy-sous-Bois (93).

Il a survécu à Bouna et Zyed à l'électrocution dans le transformateur le 27 octobre 2005. Il a été interrogé à l'hôpital par la police, alors que, comme note la Commission nationale de déontologie de la sécurité, il était : « *grièvement blessé, en état de détresse psychologique et morale évidente* ». Ses avocats ont porté plainte contre la police pour « *mise en danger de la vie d'autrui et faux* ». Comme pour ses camarades, il ne faut pas lâcher, il faut construire un rapport de force, sinon on ne saura jamais la vérité.

Dernière minute : le harcèlement de Muhittin continue. Il est accusé d'avoir jeté un pavé sur une voiture de police le 30 mai. Son procès a été renvoyé au 15 décembre. Par ailleurs les flics qui l'accusaient n'ont pas daigné de se présenter devant le tribunal.

Harcèlement policier contre Mme Coulibaly et son fils

Montfermeil (93). Les policiers ont interpellé, le 5 juillet, le fils de Mme Coulibaly. Il est soupçonné d'avoir participé le 16 mai 2006 dans une agression contre un chauffeur de bus à Montfermeil. Thèse que réfute catégoriquement la famille. Pour Madame Coulibaly, cette nouvelle interpellation de son fils, s'inscrit dans une série d'harcèlements et d'acharnements de la part des policiers contre elle, son fils et contre tous les habitants du quartier des Bosquets. Rappelons qu'une marche de soutien avait déjà eu lieu le 10 juin à Montfermeil pour protester contre le gazage de Mme Koulibaly par les policiers.

Source : http://www.mouvement-egalite.org/article.php?id_article=22

L'arbitraire de l'« outrage et rébellion » sévit toujours...

Lyon – Procès de Karl, le verdict... Agressé par des flics, il était soupçonné d'avoir filmé les flics en train de tabasser un homme (voir RE N°39, février 2006) il était déclaré coupable d'outrage et rébellion. Il prend 3 mois de prison avec sursis et 200 euros d'amende, auxquels sont ajoutés 2 ans d'interdiction de droits civiques et familiaux ! Le flic agresseur obtient 900 euros. De plus, suite aux violences de ce policier, Karl a eu 36 jours d'interruption de travail et il en a encore aujourd'hui des séquelles, puisque, vu l'état de son genou, le médecin lui interdit désormais de travailler plus d'un mi-temps.

Calais – poursuivis par la police... encore deux morts

La presse locale, jeudi 20 juillet, annonçait le décès d'un afghan qui aurait malencontreusement traversé une autoroute, près de Calais. Ce même jour, un copain afghan assistant à la scène a raconté aux réfugiés que les CRS les avaient pourchassés. L'afghan a traversé de force l'autoroute. Dans la nuit du lundi 24 au mardi 25, un érythréen d'environ 25 ans, pourchassé par les CRS, a lui aussi été accidenté par une voiture, sur l'autoroute, près de Gravelines. D'après les témoins, il serait mort. Les érythréens disent que les CRS les rabattent vers la route. Toujours cette nuit, lors d'une intervention de CRS, un réfugié érythréen est tombé dans le canal. Heureusement, il savait nager...

Après Mickaël, Fethi et Vilhelm noyés, Bouna et Zyed électrocutés... eux aussi, poursuivis par la police. Deux nouveaux morts. Il faut briser l'étouffoir sur ces affaires. Sinon à qui le prochain tour ?

Violences verbales et intimidations - cinq Camerounaises humiliées. Zone d'attente d'aéroport, zone de non droit absolu, tout est permis, comme si l'expulsion ne suffisait pas. Cinq femmes, dont une enceinte, les insultes et menaces : « *Nègres, on va vous enchaîner si vous refusez de partir* », « *fichez le camp, vous êtes venus faire quoi* », « *pourquoi vous ne restez pas dans votre pays* », « *si vous partez aujourd'hui, il n'y aura pas de brutalités* »... Obligées d'uriner dans des gobelets devant les policiers... Les temps des colonies sont revenus !

Source : <http://www.anafe.org/doc/communiques/com-67.html>

De nouveau la répression anti-CPE s'active Pluie de condamnations à Tours. JC a écrit sur un mur : « *des logements pour tous et toutes* ». Quel crime ! La Bac l'agresse, il a un procès pour TAG et résistance avec violence aux policiers. D'autres militants ont eu 50 heures de TIG, 15 jours avec sursis, pour TAG et résistance à l'agression des flics.

Contact : Collectif Anti-Répression37 mèl : antirepression37@ras.eu.org

« J'ai vu une femme enceinte au sol, frappée par des policiers » témoigne dans un quotidien national un voisin qui a assisté avec d'autre à l'arrestation musclée de quatre quidams le 17 août à Paris XIX^e. Des jeunes en bisbille s'expliquent lorsque les flics arrivent. S'en suit un contrôle d'identité, menotte, prise à la gorge pour faire taire. La cousine enceinte demande des comptes, et l'usage « *strictement nécessaire* » de la force s'accélère, projection au sol, mandales, gazage, coups de matraque. An final la future maman et deux membres de sa famille sont accusés de « *rébellion* » et « *violence en réunion* »... dont le frère placé en détention provisoire. La jeune femme a porté plainte devant l'IGS...

Prisonniers politiques « *Depuis 2003, le juge anti-terrorisme Thiel dirige, sur la demande des Autorités italiennes, une enquête contre le (nouveau) Parti communiste italien. Au cours de cette enquête, deux membres du Parti (Giuseppe Maj et Giuseppe Czeppel) et un sympathisant (Angelo D'Arcangeli) ont été arrêtés et mis successivement sous contrôle judiciaire. À présent l'enquête française est sur le point de se terminer sans aucun élément pour soutenir l'accusation de "terrorisme". Malgré cela, l'Italie prépare un nouveau procès pour "terrorisme" contre ces militants et leur organisation. Tous trois seront probablement rapidement arrêtés à nouveau pour être envoyés en Italie. Nous manifestons notre opposition à cette persécution politique en écrivant au Juge Thiel et au Juge Giovagnoli du parquet de Bologne ! Pour tout contact et prise de positions en solidarité : libertepriisonniers.npci@yahoo.fr. »*

(Communiqué reçu)

➤ AGIR Refusons le flicage génétique !



« *Cette fausse mesure de prévention n'est qu'un moyen d'accroître la pression contre tous ceux qui refusent les politiques autoritaires qui renforcent chaque jour la misère et la concurrence entre les individus.* » Benjamin refusant de se soumettre au prélèvement de son ADN passait

en procès le 25 août à Alès avec quelque 150 soutiens rassemblés devant le tribunal. La procureur a requis 500 euros d'amende. Le jugement a été mis en délibéré au 29 septembre.

Contact : benjamin.deceuninck@wanadoo.fr

Procès – 4 intermittents du spectacle passent en correctionnelle le 14 septembre après la prise de parole sur le plateau de la « *Star Academy* » le 18 octobre 2003. **Rassemblement à 11h sur le parvis devant du tribunal de Grande Instance de Bobigny apéro/pique-nique/forum-de-soutien avant l'audience 13h00 14^e chambre correctionnelle (Métro : Bobigny Pablo Picasso).**

Pétition : <http://www.cip-idf.org/petition/index.php?petition=3>